

La violence n'est pas une fatalité

Tribune - par Patrick Baudouin et Michel Tubiana - 30/12/2008

Des morts qui se comptent par centaines, les blessés peuplent les hôpitaux de Gaza et les mots encombrant les ondes et les images. Qu'elles maudissent, s'indignent, justifient, condamnent, appellent à la vengeance ou à la raison, ces pauvres paroles s'envolent au vent mauvais de l'inertie qui règne depuis des décennies.

La trêve est rompue, dit-on. Interruption momentanée d'une guerre chaude, voici ce que furent ces six mois où Gaza n'a cessé de survivre, l'existence de ses habitants étant enfouie dans ces tunnels qui charroient les biens nécessaires à la vie ou à la mort. Retour aux réalités les plus crues. On peut détester le Hamas et son refus affiché de l'existence de l'Etat d'Israël, on peut et on doit aussi rejeter cette violation assumée par tous de s'en prendre aux civils. Bref, on peut dénoncer une nouvelle fois l'engrenage de la violence et se livrer à la comptabilité minutieuse des responsabilités ou jeter l'anathème sur l'interlocuteur de demain.

En attendant les violences se poursuivent, ouvertes comme ces derniers jours, sournoises quand elles asphyxient tout un peuple déjà embastillé. Nous sommes envahis par la honte car rien n'était imprévisible et nous connaissons les remèdes à cette maladie qui ronge cette région du monde et déchaîne les passions partout ailleurs. Sommes-nous si irrésolus, si dénués de sens commun pour laisser faire ainsi ?

Ici et maintenant, au sein même de l'Union européenne, nous venons de conforter les autorités israéliennes en leur accordant un statut encore plus privilégié. La bonne conscience fera que l'on déversera quelques centaines de millions d'euros au bénéfice des Palestiniens, qui serviront à reconstruire ce que l'occupant aura détruit et que l'on recommencera encore et encore cet investissement sans fin et, surtout, sans dividendes. Comme si la paix, ou la guerre d'ailleurs, dépendait d'un argent qui dissimule l'impuissance. Pourtant jamais conflit ne connut de solutions plus évidentes ; des négociations de Taba, à l'initiative de Genève en passant par la proposition de paix de la Ligue arabe, à quelques détails près, tout est déjà écrit et les cartes n'attendent que d'être précisées. Mais pour faire vivre la paix autrement que sur du papier, il faut en terminer avec les faux équilibres. La politique israélienne n'a plus pour but d'assurer la sécurité de cet Etat.

Bien sûr, cette exigence est légitime et elle est toujours présente dans la pensée de ce peuple et de ses dirigeants. Mais aucune "raison de sécurité" ne peut justifier l'accaparement des terres palestiniennes, de l'eau et le refus de laisser la Cisjordanie et Gaza se développer. Le Hamas n'est plus qu'un alibi commode. Il y a longtemps que derrière le discours sécuritaire se cache, à peine, une volonté d'agrandir le territoire et de convaincre les Palestiniens de s'en aller. Au-delà de l'impératif éthique qui interdit de déposséder un peuple de son existence, il en va de la pérennité d'Israël.

Soit Israël admet enfin l'existence d'un Etat palestinien pleinement souverain et installé sur la totalité de la Cisjordanie et de Gaza, soit la sécurité d'Israël ne durera pas plus longtemps que sa puissance militaire, dont la guerre du Liban a commencé à montrer la relativité. Sont-ils bien conscients de l'avenir ceux et celles qui font de cet Etat le poste avancé du monde occidental ? Sont-ils bien conscients que chaque mort à Gaza, c'est un peu plus de haine aveugle contre le reste d'un monde jaugé à la dimension de ses mensonges et de son double discours ?

Sont-ils bien conscients que cette guerre permet aux régimes arabes de maintenir leurs peuples sous l'emprise de la dictature et de refuser toute évolution démocratique ? Il n'est plus utile de se lamenter, encore moins de faire des belligérants des fanatiques irréductibles alors que nous avons les moyens de mettre un terme à ce conflit.

Et l'Union européenne la première : qu'elle applique les accords passés, qu'elle change de politique et cesse de faire d'Israël son allié privilégié. C'est le seul moyen pour que le gouvernement israélien comprenne qu'il est un Etat comme les autres, avec ses droits mais aussi avec ses responsabilités. Alors, peut-être, la communauté internationale trouvera les ressources politiques nécessaires pour faire appliquer ce qui n'est jamais que le droit de chaque peuple à vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues. Pour les Palestiniens aussi.

□

Patrick Baudouin est président d'honneur de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).

Michel Tubiana est président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme (LDH).